



# MAIRIE DE CAP-D'AIL

## ARRETE TEMPORAIRE PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVENUE DU 3 SEPTEMBRE

\*\*\*\*\*

**AM PM N° 100/20**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et particulièrement les articles L.2212.1 et L.2213.1 ;

**VU** l'article R 417-10-II-10° du Code de la route ;

**VU** l'arrêté municipal n°41/16 du 14 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;

**VU** l'arrêté municipal n°481/19 du 15 novembre 2019 portant règlement permanent de Police, de circulation et stationnement sur la commune de Cap d'Ail ;

**VU** la délibération n°12/17 du 22 mars 2017 actualisant les tarifs des régies municipales en ce qui concerne les droits de voirie ;

**CONSIDERANT** la demande présentée le 17/07/2020 par la SCI JPDCG, 124 avenue du 3 Septembre à Cap d'Ail, aux fins d'occuper le domaine public avenue du 3 Septembre, et permettre de procéder à une livraison **le 31/07/2020 de 08h à 18h.**

### ARRÊTE

**ARTICLE 1:** Pour les besoins de l'opération, le stationnement sera interdit à tout véhicule, à l'exception du camion de la SCI JPDCG, sur 3 emplacements « arrêt minute », au droit du n°124 avenue du 3 Septembre, au plus proche de l'entrée A de l'immeuble Eden Cap, **le 31/07/2020 de 07h à 18h.**

**ARTICLE 2:** La signalisation correspondante sera mise en place dans un délai de quarante-huit heures minimum avant le début du déménagement par les services municipaux. Tout véhicule en infraction avec les dispositions du présent article sera considéré comme gênant la circulation publique et conduit en fourrière aux frais de son propriétaire en application des articles R417-9 à R417-13 du Code de la Route.

**ARTICLE 3 :** Cette occupation de voirie est soumise à une taxe (de 10.28€ par jour/place) prévue par arrêté municipal et sera réglée au régisseur des recettes de la commune selon le tarif en vigueur, correspondant à la délivrance de la présente autorisation.

**ARTICLE 4 :** Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 5 :** La Directrice générale des services de la Mairie, le Directeur des services techniques et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Commandant de la Communauté de brigades de Gendarmerie de Cap d'Ail et au pétitionnaire.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.



Fait à Cap d'Ail, le 21/07/2020  
Le Conseiller Municipal délégué à la Sécurité

André MALLEA